



**Ville de Vernon**  
EN NORMANDIE

**Direction de l'aménagement Urbain**

**Voirie et réseaux**

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

**Tél : 0800027200**

**Dossier suivi par :** Devriese Pascal

**Email :** [ctm@vernon27.fr](mailto:ctm@vernon27.fr)

**Arrêté n° 0857/2022**

**Occupation du domaine public (échafaudage) - 21 avenue Pierre Mendès France - à partir du 19 septembre 2022**

Le Maire de la Commune de VERNON,

**Vu** l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

**Vu** le règlement de voirie communale,

**Vu** le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

**Vu** l'arrêté n°755/2021 du 24 septembre 2021 portant délégation de signature à Jean-Luc DELUGAN.

**Considérant** la demande de Heugebaert Couverture sise 29, rue des Grands Champs (78840) Freneuse tendant à réaliser des travaux sur toiture,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent, Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public au droit du 21, avenue Pierre Mendès France par la pose d'un échafaudage A partir du lundi 19 septembre 2022.

Article 2 : Le demandeur s'acquittera des droits de voirie correspondant à l'occupation du domaine public pour l'année 2022, conformément à la décision du Maire en vigueur à la date de signature du présent arrêté

Les droits de voirie pour l'occupation du domaine public par la pose d'un échafaudage sont de 1,35€ du m<sup>2</sup> par jour pour les cent 1<sup>er</sup> jours.

Article 3 : la signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 30 août 2022



Commune de VERNON

Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).